

Pas loin de 160 interpellations ont eu lieu durant ces quelques jours de contre-sommet. Une centaine de gardes à vues(*), traitées dans les comicos de Bayonne et de Hendaye; la dernière a été levée vers 19h30 lundi 26. Plus d'une vingtaine ont reçu des convocations pour des procès ultérieurs, programmés pour septembre ou octobre prochain. Le collectif antirepression (la legal team) a suivi de près une centaine de cas et a reçu environ 800 appels.



Plus grave, lundi on a appris la mise sous écrou d'une 5e personne. Dans les [mêmes conditions](#) qu'un autre camarade samedi : sur simple décision du procureur, sans procès et sans possibilité de faire appel. Alors que plus tôt, trois camarades allemands ont été mis au trou [de manière scandaleuse](#). A noter aussi plusieurs interdictions administratives de territoires pour des militants venant du pays basque Sud ou d'autres pays de l'UE, comme le camarade allemand [refoulé par deux fois](#) de ce lieu de lutte sur la seule foi de notes de renseignement. Le collectif anti-répression mobilisé pendant ce contre-sommet déplore enfin de nombreuses entraves hallucinantes aux droits de la défense que nous détaillerons plus loin.

Fait presque humiliant pour les hauts gradés du binôme police-justice, aucun procès n'a eu lieu lundi au TGI de Bayonne ! Aucun élément n'a donc été jugé assez déterminant pour envoyer des manifestant·e·s dans le grand spectacle de la justice de classe, la comparution immédiate. Avant le sommet, il faut rappeler que les autorités avaient communiqué à fond sur un arsenal de répression hors du commun : forces de police estimées à 13 000 dans tout le périmètre, un centre de rétention vidé et converti en lieu d'interrogatoires, des flics OPJ venus de toute la France en « renfort » pour assurer les auditions,

In diesen wenigen Tagen des Gegengipfels fanden fast 160 Festnahmen statt. Etwa 100 Inge-wahrsamnahmen wurden in die Comicos [a] von Bayonne und Hendaye verfrachtet (*); die letzte wurde am Montag, den 26. Mai, gegen 19.30 Uhr freigelassen. Mehr als zwanzig haben Vorladungen für

Verfahren erhalten, die für September oder Oktober nächsten Jahres geplant sind. Das Antirepressionskollektiv (das legal Team) verfolgte fast 100 Fälle und erhielt etwa 800 Anrufe.

Das Schlimmste: Am Montag erfuhren wir, dass eine fünfte Person ins Gefängnis verfrachtet wurde. Unter den gleichen Bedingungen wie ein anderer Kamerad am Samstag: durch eine einfache Entscheidung des Staatsanwalts, ohne Prozess und ohne Berufungsmöglichkeit. Während zuvor drei deutsche *Kollegas* [b] auf skandalöse Weise in das Loch geworfen wurden [c]. Es sei auch darauf hingewiesen, dass es mehrere administrative Aufenthaltsverbote gegen Aktivist*innen aus dem südlichen Baskenland oder anderen EU-Ländern gibt, wie z.B. gegen den deutschen *Kollega*, der gleich zweimal von diesem Kampfort vertrieben wurde, nur weil er Notizen gemacht hatte. Das sich zu diesem Gegengipfels zusammengefundene Anti-Repressionskollektiv bedauert schließlich viele haarsträubende Hindernisse gegen das Recht auf Verteidigung, auf die wir im Folgenden näher eingehen werden.

Fast demütigend für die hohen Beamten des Gespanns aus Polizei und Justiz, fand am Montag im Landgericht von Bayonne kein einziger Prozess statt! Kein Fall wurde für derart gravierend erachtet, um Demonstrant*innen in das große Spektakel der Klassenjustiz, das unmittelbare persönliche Erscheinen, zu schicken. Dabei sei daran erinnert, dass im Vorfeld des Gipfels die Behörden ausführlich über ein außerordentliches Arsenal von Repressionen kommuniziert hatten: Polizeikräfte, die auf 13.000 geschätzt werden, ein Abschiebeknast, der geleert und in einen Ort des Verhörs umgewandelt wurde, OPJ-Cops [d] aus ganz Frankreich rückten als "Verstärkung" an.

trois salles du palais de Justice de Bayonne réquisitionnées pour juger H24 les prévenu·e·s en comparution, et enfin une escouade de commis d'office embrigadés par le bâtonnier de Bayonne à qui on avait promis *au moins 300 Gav par jour* pour arrondir les fins de mois...

Une [indic infiltrée](#) a même été débusquée sur le campement d'Urrugne — précisons, pour faire taire de sales rumeurs, que cette personne n'a jamais été, de près ou de loin, en relation avec notre collectif — alors que des témoins racontent avoir été approchés pour servir de mouchard à leur sortie de garde à vue... Grands moyens, pauvre bilan. La préfecture a même surestimé la mobilisation de la manif du samedi 24 à Hendaye, en matraquant le chiffre de 9000 (15 000 pour les « orgas »), de loin exagérée, comme pour justifier le dispositif sécuritaire déployé.

Bilan chiffré plus précis:

- Les interpellations ont quasiment toutes été préventives, suite à des fouilles de sac ou de voitures, pour des motifs fallacieux, avec ou pas d'éléments matériels (groupement en vue de..., attroupement malgré sommation, ports d'armes divers, quelques outrages...), malgré les engagements des autorités à n'arrêter personne de manière préventive ;
- Les GAV ont été quasiment toutes prolongées de 24h. En sachant que la plupart des arrestations a eu lieu à partir de vendredi, cette astuce de procédure revient à interdire les gens de manifester, puisque leur sortie n'était pas possible avant dimanche soir ou lundi;
- La grande majorité des GAV s'est soldée par des remises en liberté simple ou avec un « rappel à la loi » (qui signifie un abandon des poursuites mais qui implique une inscription dans un fichier policier, dont la trace peut ressurgir lors de la moindre prochaine infraction);
- Le collectif a eu connaissance de 23 convocations pour des procès ultérieurs, à Dax ou à Bayonne, dans les semaines qui viennent (9, 20, 25 septembre, 1er, 11 octobre et 3 décembre).
- Six personnes à notre connaissance ont été emprisonnées :

Für die Anhörungen wurden extra drei Räume im Gerichtsgebäude Bayonne beschlagnahmt, um H24 Angeklagte [e] direkt vor Gericht zu verklagen, und schließlich eine Gruppe von Beamten, die der Vorsitzender der Anwaltskammer von Bayonne angeheuert hatte, um über die Runden zu kommen. Ihm hatte man im Vorfeld *mindestens 300 Ingewahrsamnahmen pro Tag* angekündigt...

Im Camp von Urrugne wurde sogar eine infiltrierte Spitzelfrau enttarnt [f]. Um schmutzige Gerüchte zum Schweigen zu bringen, möchten wir hier klarstellen, dass diese Person nie, weder direkt noch indirekt, in Kontakt mit unserem Kollektiv stand. Andere berichten, dass sie für Spitzeldienste angesprochen wurden, als sie aus dem Polizeigewahrsam kamen..... Große Ressourcen, schlechte Bilanz. Die Präfektur überschätzte sogar die Mobilisierung der Demonstration vom Samstag, den 24. September in Hendaye, indem sie die Zahl von 9000 nannte, die weit übertrieben war, vermutlich um die Sicherheitsmaßnahmen zu rechtfertigen (lt. "Orgas" sollen es sogar 15 000 gewesen sein). [g]

Präziser quantifizierte Bilanz:

- Die Festnahmen waren fast alle präventiv, nach Durchsuchungen von Taschen oder Autos, aus fingierten Gründen, mit oder ohne materielle Komponenten (*Gruppierung im Sinne von..., Versammlung ohne Ankündigung, Tragen verschiedener Waffen, Beleidigungen...*), das alles trotz der behördlichen Ankündigung vorab, dass es keine präventiven Festnahmen geben wird.
- Die Ingewahrsamnahmen wurden fast alle um 24 Stunden verlängert. Bedenkt man, dass die meisten Festnahmen ab Freitag stattgefunden haben, kommt dieser Verfahrenstrick einem Demonstrationsverbot gleich, da ein Rauskommen erst am Sonntagabend oder Montag möglich war;
- Die überwiegende Mehrheit der Ingewahrsamnahmen endete mit simplen Freilassungen oder mit einer "Erinnerung an das Gesetz" (was bedeutet, das Verfahren wird einerseits eingestellt und andererseits aber eine Eintragung in eine Polizeiakte vorgenommen, deren Spuren bei der geringsten nächsten Straftat wieder auftauchen können);
- Dem Kollektiv sind 23 Vorladungen für Folgeprozesse in Dax oder Bayonne in den kommenden Wochen (9., 20., 25. September, 1., 11. Oktober und 3. Dezember) bekannt.
- Es gibt sechs Personen, von denen wir wissen, dass sie inhaftiert worden sind:

- les trois qui venaient d'Allemagne, qui n'ont pas pu être défendus par les avocat-e-s du collectif que leurs familles avaient pourtant désigné-e-s et pour lesquels les garanties de représentation que nous avons collectées n'ont pas été présentées par les commis d'office devant le tribunal ;
- les deux personnes contraintes de purger une ancienne peine sans pouvoir faire appel ;
- et enfin une autre qui est restée en détention provisoire de jeudi à lundi en attente de sa comparution à Dax — elle est sortie de détention lundi 26, placée sous contrôle judiciaire avec un camarade arrêté le même jour, jusqu'à leur procès le 9 septembre.

<<Le collectif va suivre ces dossiers avec ses avocat-e-s, faire marcher la solidarité avec les prisonniers et organiser avec les prévenu-e-s une défense collective. Pour la seule journée du 20 septembre, il y aura 12 procès à Bayonne et notre collectif appelle à lancer partout des actions de solidarité et de soutien pour alimenter la caisse collective (lien à faire circuler: ici: bit.ly/antirepG7).

Le groupe légal a également reçu de nombreux témoignages de la brutalité des flics (violences ou humiliations subies dans les comicos, dans et aux abords des cortèges ou des lieux de vie) et accompagnera les victimes qui souhaitent riposter à ces agressions.

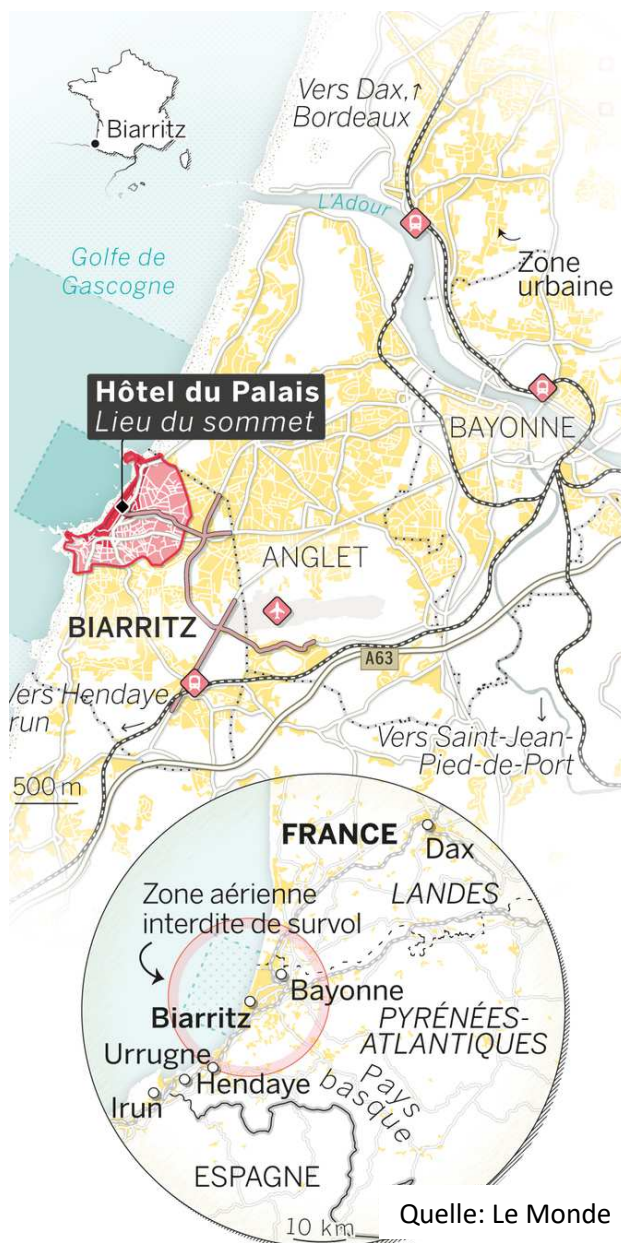
Dans l'ensemble, toute personne qui osait traîner dans le « périmètre de protection » du sommet (ici la zone concernée) était susceptible de subir une privation de liberté, après des contrôles routiers, des contrôles et des fouilles, lors d'arrestations parfois brutales autour du campement de Urrugne, en marge des quelques rassemblements non déclarés qui ont émaillé la semaine,

- Bei den Dreien, die aus Deutschland kamen, wurden die Anwalt*innen des Kollektivs von deren Familien angefordert, aber wir konnten sie bisher nicht verteidigen, weil die durch uns übermittelten Mandatserteilungen von den Verwaltungsbeamten dem Gericht nicht vorgelegt worden waren;
- Die beiden Personen, die gezwungen wurden, eine frühere Strafe zu verbüßen, ohne dagegen Berufung einlegen zu können;
- und schließlich eine weitere, die von Donnerstag bis Montag in Untersuchungshaft blieb und auf ihre Verhandlung in Dax wartete - sie wurde am Montag, den 26. September, aus der Haft entlassen, unter richterliche Aufsicht gestellt, wobei ein Gefährte am selben Tag bis zu ihrem Prozess am 9. September verhaftet wurde.

Das Kollektiv wird diese Fälle mit seinen Anwalt*innen verfolgen, die Solidarität mit den Gefangenen in Gang bringen und eine gemeinsame Verteidigung mit den Angeklagten organisieren. Allein am 20. September werden in Bayonne 12 Prozesse stattfinden. Unser Kollektiv fordert dazu auf, überall Solidaritäts- und Unterstützungsaktionen zu unternehmen und den kollektiven Fonds zu versorgen (Der Link soll verbreitet werden: bit.ly/antirepG7).

Das Legal Team erhielt zahlreiche Zeugenaussagen über die Brutalität der Polizei (Gewalt oder Demütigung in den Comicos [a], in und um Proteste oder an Lebensorten) und wird Opfer begleiten, die auf diese Angriffe reagieren wollen.

Insgesamt drohte allen, die es wagten, sich am "Sicherheitsring" des Gipfels [h] aufzuhalten potentiell eine Freiheitsberaubung. Oft nach Straßenkontrollen mit Durchsuchungen, bei brutalen Verhaftungen, wie am Camp von Urrugne, oder am Rande der wenigen nicht angemeldeten Kundgebungen, die während der Woche stattfanden,



ou encore à Bayonne, dimanche, ou à la gare de Hendaye lundi, lors de provocations policières ou de faux prétextes destinés à faire encore plus de chiffre...

Pendant les gardes à vues et les interpellations, plusieurs cas affligeants ont été constatés par notre collectif sur la gestion de l'ordre de ces quelques jours de contre-sommet. Liste non exhaustive :

- Un OPJ propose à un gendarme mobile de prêter serment afin qu'il serve d'interprète pour les auditions de ressortissants espagnols. Erreur de débutant : ce mélange des genres est bien entendu hors procédure, et tous les actes établis dans ces conditions peuvent être annulés.
- Certains PV d'interpellations étaient rédigés de telle manière que les prévenus n'avaient aucun moyen de connaître la raison exacte de leur privation de liberté ; dans la case « motif », des flics zélés ont rempli des codes dits « NATINF » (nature de l'infraction), sans jamais traduire le code en langage naturel (ça doit être ça la « police algorithmique »). Ne pas savoir pourquoi on vous arrête c'est le premier degré du procès inéquitable.
- Les locaux du CRA de Hendaye, aménagés pour gérer en masse les gardes à vue, n'ont pas été aménagés dans les règles. Les pièces où s'entretenaient avocat.e.s et prévenu.e.s ne fermaient pas, ce qui remet en question la confidentialité des échanges ; tout acte établi dans ces conditions devrait, en théorie, être annulé.
- En garde à vue chacun-e est en droit de choisir son avocat, ou de ne pas en choisir; cet-te avocat-e peut se faire substituer à tout moment par un-e autre, sans que ni le bâtonnier du lieu, ni le procureur ne puisse imposer des commis d'office. Or durant quatre jours, sur ordre du proc, les OPJ ont multiplié les prétextes débiles pour imposer l'un-e des quelques 70 avocat-e-s recruté-e-s à la dernière minute par le Bâtonnier au titre de la commission d'office.

oder in Bayonne am Sonntag oder auf dem Bahnhof Hendaye am Montag, bei polizeilichen Provokationen oder falschen Vorwänden, die darauf abzielten, die Zahl der Festnahmen noch weiter zu erhöhen.....

Unser Kollektiv registrierte etliche sehr beunruhigende Vorkommnisse während des Polizeigewahrsams und bei Festnahmen, jeweils *begründet* mit der „Aufrechterhaltung der Ordnung“. Die noch nicht abgeschlossene Liste aus den vergangenen Tagen des Gegengipfels:

- Ein OPJ [d] schlug einem Gendarmerie – Polizisten vor, einen Eid zu leisten um als Dolmetscher für die Anhörungen von spanischen Staatsangehöriger zu fungieren. Anfängerfehler: Derartige Vermischungen von Kompetenzen sind natürlich nicht vorgesehen, und unter solchen Bedingungen abgehaltene Befragungen rechtswidrig.
- Einige Festnahmeprotokolle wurden so verfasst, dass die Betroffenen keine Möglichkeit hatten, den genauen Grund für ihren Freiheitsentzug zu erfahren; das Feld "Grund" füllten eifrige Flics mit dem so genannten "NATINF" ("Art der Straftat") -Code aus, ohne die Bedeutung des Codes zu nennen (das muss die "algorithmische Polizei" sein). Nicht zu wissen, warum man verhaftet wurde, ist der erste Schritt zu einem unfairen Prozess.
- Die Räumlichkeiten der CRA in Hendaye, die für die Durchführung des Polizeigewahrsams in großer Zahl eingerichtet wurden, entsprachen nicht den Vorschriften. Die Räume, in denen sich Anwalt*innen und Angeklagte trafen, wurden nicht geschlossen, was die Vertraulichkeit des Austauschs in Frage stellt; jedes unter diesen Bedingungen eingeleitete Verfahren müsste theoretisch eingestellt werden.
- In Polizeigewahrsam hat jeder und jede das Recht, seine/n oder ihre/n Anwalt oder Anwältin selbst zu bestimmen oder auch darauf zu verzichten; diese/r Anw@lt*in kann jederzeit durch eine/n andere/n ersetzt werden, ohne dass entweder der örtliche Anwaltspräsident oder der Staatsanwalt von Amts wegen eine/n Anw@lt*in vorschreiben darf. Auf Anweisung des Staatsanwalts vervielfachten die OPJs [d] jedoch vier Tage lang die Vorwände, eine/n der rund 70 Anw@lt*innen zu verpflichten, die in letzter Minute vom Präsidenten der Anwaltskammer im Rahmen der Amtskommission eingespannt worden waren.

- Dès que les personnes désignaient les avocat.e.s du collectif, les flics faisaient croire à une indisponibilité imaginaire, et qu'en cas d'insistance personne ne serait défendu-e. La legal team a obtenu de nombreux témoignages précis de ces entraves délibérées ;
- Le bâtonnier Teddy Vermote, qui se fait mousser dans la presse comme chevalier blanc des personnes interpellées, a joué dans ce cirque un rôle déterminant, prenant ses consignes en ligne directe avec le procureur de Bayonne et même, au-dessus, avec le parquet général de Pau.

Le collectif antirep ne va pas s'appesantir sur le fond à propos de ces entraves de procédures. C'est toutefois le signe qu'un travail collectif, construit de manière autonome pour mettre en échec la machine d'oppression d'État, a plus que jamais du sens. Le collectif antirep du contre-sommet s'est en effet constitué de manière autonome aux organisations regroupées dans les plateformes G7EZ et Alternative G7. Avec comme principal objectif de s'organiser pour ne laisser personne isolé-e face aux flics, aux juges et aux matons. Nous nous sommes entendus avec un groupe d'avocat.e.s sur un ensemble de principes politiques tels que : ne pas collaborer avec les flics en gardant le silence durant la garde à vue et les auditions, ne pas alimenter le travail de la police en refusant fichiers d'empreintes et d'ADN comme l'accès à nos téléphones privés, ne pas balancer ou se dissocier d'autres interpellé-e-s selon leurs modes de lutte, et face à la justice de classe faire jouer la solidarité en lançant des caisses de défense collective. Ce sont ces principes que redoutent nos ennemi-e-s. La rage enchante nos rêves, la solidarité est notre arme. Sachons nous en saisir à tout moment.

Le collection antirepression du contre-sommet du G7

∞/ Grand merci aux équipes des cantines autonomes du contre-sommet pour leur soutien à la caisse de défense collective

(*) Les chiffres officiels finalement communiqués le 27/8 parlent de 168 interpellations, 119 gardes à vue et 53 personnes poursuivies qui devraient être jugées avant la fin de l'année.

- Sobald die Leute eine/n Anw@lt*in des Kollektivs haben wollten, ließen die Polizisten es wie eine Nichtverfügbarkeit aussehen, und wenn darauf bestanden wurde, hieß es, dass es dann halt gar keine/n Anw@lt*in geben würde. Das Legal Team hat zu diesen gezielten Hindernissen zahlreiche präzise Zeugenaussagen erhalten;
- Der Präsident der Anwaltskammer, *Teddy Vermote*, der in der Presse als *weißer Ritter der Festgenommenen* gefeiert wurde, spielte in diesem Zirkus eine entscheidende Rolle und nahm Anweisungen direkt vom Staatsanwalt aus Bayonne und sogar vom Generalstaatsanwalt aus Pau entgegen.

Das Anti-Rep-Kollektiv wird nicht locker lassen und sich mit der Substanz dieser Verfahrenshindernisse befassen. Diese sind allerdings ein Zeichen dafür, dass kollektive Arbeit, die autonom aufgebaut wird, um die Maschinerie der staatlichen Unterdrückung zu überwinden, mehr denn je Sinn macht. Das Anti-Rep-Kollektiv des Gegengipfels hat sich in der Tat unabhängig von den in den Plattformen G7EZ und Alternative G7 zusammengeschlossenen Organisationen gebildet, mit dem Hauptziel, sich so zu organisieren, dass niemand mit den Flics, Richtern und Schließern allein gelassen wird. Wir haben uns mit einer Gruppe von Anwält*innen auf eine Reihe von politischen Grundsätzen geeinigt, wie z.B.: nicht mit den Flics zusammenzuarbeiten, indem wir während des Polizeigewahrsams und der Anhörungen schweigen, darauf, die Polizeiarbeit nicht zu unterstützen, indem wir Fingerabdrücke und DNA-Proben sowie den Zugang zu unseren Privattelefonen verweigern. Wir werden nicht schwanken oder uns von anderen distanzieren, die wegen den von ihnen gewählten Aktionsformen festgenommen wurden. Angesichts der Klassenjustiz zeigen wir Solidarität durch kollektive Kassen für die Verfahrenskosten. Es sind diese Prinzipien, die unsere Feinde fürchten. Die Wut verzaubert unsere Träume, Solidarität ist unsere Waffe. Wir wissen, dass wir uns daran jederzeit festhalten können.

Das G7-Gegengipfel Anti-Repressions-Kollektiv

∞/ Vielen Dank an die Teams der autonomen Kantinen für ihre Unterstützung beim Prozesshilfefond.

(*) Die am 27.8. schließlich übermittelten offiziellen Zahlen sprechen von 168 Festnahmen, 119 Inge-wahrsamnahmen und 53 strafrechtlich belasteten Personen, die noch vor Ende des Jahres vor Gericht gestellt werden sollen.

[a] Sammelstellen für Polizeigewahrsam. Wobei *Comico* auch im französischen ähnlich wie *Comic* oder *comique* (de. *komisch*) klingt...

[b] Orig. fr. *camarade* aber die deutsche Direktübersetzung *Kamerad*in* ist leider zu gebräuchlich beim Militär und im Nazimilieu. Dann hätten wir noch *Genoss*in*, aber das klingt bei vielen nach *abgehängenen SED – Schinken* oder einem hohen, vielleicht sogar verbissenen Organisationsgrad. Das Wort *Freunde* sollte vielleicht besser für intensive, positive persönliche Beziehungen vorbehalten bleiben. Und schließlich wäre da noch *Gefährte*in*, was manchmal knapp vor Traualtar oder sogar nach Beerdigung klingt. *Kollega* passt natürlich auch nicht 100prozentig, vermeidet aber wenigstens einige bereits eingeschliffenen Abwehrreflexe. Eine derartige Begriffsunklarheit gibt es an dieser Stelle unseres Wissens nach nur im Deutschen.

[c] Im Falle der verhafteten 3 jungen Männer aus Nürnberg hat das Legal Team und der authentische Teil der Bewegung beim G7 keine Sekunde gezögert und sich zu 100% solidarisch erklärt, den Vorgang skandalisiert und Gegenöffentlichkeit geschaffen. Hier der im Original verlinkte Artikel in fr.: <https://g7borroka.info/justice-dexception-deja-trois-personnes-dorment-en-prison/>

[d] *Officier de police judiciaire*. Polizeioffiziere, ähnlich der deutschen Kripo, die in Frankreich aber direkt dem Generalstaatsanwalt unterstellt und beispielsweise für Verhöre und Ermittlungen zuständig sind.

[e] Eine polizeiliche - Ingewahrsamnahme ist in Frankreich im Standard auf 24 Stunden begrenzt. Danach kann sie in *besonderen Fällen* um weitere 24 Stunden verlängert werden. Spätestens dann muss die Staatsanwaltschaft im Detail eine längere Inhaftierung begründen, was aber scheinbar nicht zwingend in einem regelrechten Haftprüfungstermin dargelegt werden muss.

[f] siehe de. <https://emrawi.org/?Frankreich-Uber-den-Undercover-Cop-die-beim-G7-Gegengipfel-entlarvt-wurde-267>

[g] unabhängige Schätzungen gehen von ca. 6.000 Demonstrant*innen aus.

[h] hier eine Karte des von Festnahmen betroffenen Gebietes: <https://g7borroka.info/wp-content/uploads/2019/08/carte.jpg>